

<b>Intitulé de l'UE</b>	<b>Droit privé V</b>
<b>Section(s)</b>	<b>- (4 ECTS) Bachelier en Droit Cycle 1 Bloc 3</b>

<b>Responsable(s)</b>	<b>Heures</b>	<b>Période</b>
Aurélie DI TRAPANI	50	<b>Quad 1</b>

<b>Activités d'apprentissage</b>	<b>Heures</b>	<b>Enseignant(s)</b>
<b>Droit des personnes, aspect civil et fiscal</b>	50h	Aurélie DI TRAPANI

<b>Prérequis</b>	<b>Corequis</b>

<b>Répartition des heures</b>
<b>Droit des personnes, aspect civil et fiscal</b> : 40h de théorie, 10h d'exercices/laboratoires

<b>Langue d'enseignement</b>
<b>Droit des personnes, aspect civil et fiscal</b> : Français

<b>Connaissances et compétences préalables</b>
Cours de droit civil du bloc 1 et du bloc 2

<b>Objectifs par rapport au référentiel de compétences ARES</b>
<b>Cette UE contribue au développement des compétences suivantes</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Communiquer : écouter, informer, conseiller tant en interne qu'en externe <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Rendre accessible l'exploitation des données juridiques dans un souci de vulgarisation</li> <li>◦ Présenter des solutions argumentées les mieux appropriées en droit et/ou en gestion.</li> </ul> </li> <li>• Mobiliser les savoirs et savoir-faire propres au bachelier en droit <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Appliquer les principes juridiques de base et les règles déontologiques spécifiques au métier juridique</li> <li>◦ Utiliser les outils de l'informatique</li> </ul> </li> <li>• Analyser les données utiles à la réalisation de sa mission en adoptant une démarche systémique <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Chercher et développer des solutions argumentées les mieux appropriées en droit et/ou en gestion</li> <li>◦ Développer un esprit de synthèse</li> <li>◦ Actualiser l'information, en vérifier la pertinence dans un contexte donné</li> </ul> </li> <li>• S'organiser : structurer, planifier, coordonner, gérer de manière rigoureuse les actions et tâches liées à sa mission. <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Assurer de façon autonome la tenue, le suivi et l'aboutissement des dossiers relatifs à des problèmes juridiques et/ou de gestion</li> </ul> </li> <li>• S'insérer dans son milieu professionnel et s'adapter à son évolution <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Collaborer à la résolution de problèmes complexes avec méthode, rigueur, proactivité et créativité</li> <li>◦ Développer une approche responsable, critique et réflexive des pratiques professionnelles</li> </ul> </li> </ul>

<b>Objectifs de développement durable</b>



### Education de qualité

Objectif 4 Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

- 4.4 D'ici à 2030, augmenter considérablement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat.
- 4.5 D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle.



### Egalité entre les sexes

Objectif 5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

- 5.1 Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles.
- 5.6 Assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation, ainsi qu'il a été décidé dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et le Programme d'action de Beijing et les documents finals des conférences d'examen qui ont suivi.



### Inégalités réduites

Objectif 10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

- 10.2 D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leurs handicaps, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre.



### Paix, justice et institutions efficaces

Objectif 16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes

- 16.3 Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité.
- 16.6 Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux.

#### Acquis d'apprentissage spécifiques

Au terme de l'apprentissage, l'étudiant sera capable:

De comprendre et de restituer la terminologie et l'ensemble des principes fondateurs du droit des personnes et des familles et mettre en oeuvre (notamment par le biais d'exercices complexes) les règles qui organisent les successions, donations et libéralités.

De lire et d'analyser toute décision de jurisprudence en la matière ; notamment les décisions rendues au niveau européen.

De développer une approche critique et stratégique de la matière ;

#### Contenu de l'AA Droit des personnes, aspect civil et fiscal

Le cours est structuré autour de trois axes:

1. Droit des personnes :

Etude des modes d'acquisition et de perte de la personnalité / étude des modes d'attribution du nom / étude des droits liés à la personnalité juridique / étude des incapacités

## 2. Droit de la famille

Etude des règles organisant l'union libre, la cohabitation légale, le mariage / étude des règles organisant le divorce / étude des règles organisant la filiation / étude des règles organisant les obligations alimentaires/ étude des règles organisant l'adoption

## 3. Droit patrimonial de la famille

Etude des régimes matrimoniaux, des mécanismes de dévolution d'une succession / étude des règles organisant les donations et libéralités.

### Méthodes d'enseignement

**Droit des personnes, aspect civil et fiscal** : cours magistral, approche interactive, approche par situation problème, approche inductive, approche déductive, approche avec TIC, activités pédagogiques extérieures, utilisation de logiciels

### Supports

**Droit des personnes, aspect civil et fiscal** : copies des présentations, notes de cours, notes d'exercices

### Ressources bibliographiques de l'AA Droit des personnes, aspect civil et fiscal

Code civil

Code judiciaire

BRAT, S. et KARADSHEH, D., *Immersion dans le droit judiciaire familial*, Limal, Anthémis, 2023.

CARRE, D. (dir.), *Droit des personnes et des familles, chronique de jurisprudence, 2011-2016*, Bruxelles, Larcier, 2018.

DELNOY, P. et MOREAU, P., *Les libéralités et les successions*, Bruxelles, Larcier, 2023.

LELEU, Y.-H., *Droit des personnes et des familles*, Bruxelles, Larcier, 2020.

MATHIEU, G., *Droit de la famille*, Bruxelles, Larcier, 2022.

VAN GYSEL, A.-C., *La famille*, Limal, Anthémis, 2022.

### Évaluations et pondérations

<b>Évaluation</b>	Épreuve intégrée
<b>Langue(s) d'évaluation</b>	Français
<b>Méthode d'évaluation</b>	<p>Les parties "droit des personnes » et "droit des familles" feront l'objet d'un examen oral. Le résultat de cet oral vaut pour 65% de la cote globale de l'UE. Les consignes de l'examen oral se trouvent sur Moodle.</p> <p>La partie "droit patrimonial de la famille", fera l'objet d'un examen écrit. Le résultat de cet écrit compte pour 35% de la cote globale de l'UE.</p> <p>Ces modalités sont identiques en seconde session.</p>

Année académique : **2023 - 2024**